



19 octobre 2018

(18-6684)

Page: 1/7

Original: anglais

ÉTATS-UNIS – CERTAINES MESURES VISANT LES PRODUITS EN ACIER ET EN ALUMINIUM

DEMANDE D'ÉTABLISSEMENT D'UN GROUPE SPÉCIAL PRÉSENTÉE PAR LA FÉDÉRATION DE RUSSIE

La communication ci-après, datée du 18 octobre 2018 et adressée par la délégation de la Fédération de Russie à la Présidente de l'Organe de règlement des différends est distribuée conformément à l'article 6:2 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends.

Le 29 juin 2018, la Fédération de Russie a demandé l'ouverture de consultations avec les États-Unis d'Amérique (États-Unis) conformément aux articles 1^{er} et 4 du Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends ("Mémoire d'accord"), à l'article XXII:1 de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 ("GATT de 1994") et à l'article 14 de l'Accord sur les sauvegardes, concernant les mesures que les États-Unis ont mises en place pour ajuster les importations d'acier et d'aluminium sur leur territoire, y compris l'imposition de droits d'importation *ad valorem* additionnels sur certains produits en acier et en aluminium et l'exemption de certains Membres de l'OMC de l'application de ces mesures (document WT/DS554/1, G/SG/D58/1). Ces mesures affectent de manière défavorable les exportations de ces produits de la Fédération de Russie vers les États-Unis.

La Fédération de Russie a tenu des consultations avec les États-Unis le 30 août 2018 à Genève en vue de parvenir à un règlement satisfaisant de la question. Malheureusement, le différend n'a pas été réglé.

Eu égard à ce qui précède, les autorités de mon pays m'ont chargé de demander l'établissement d'un groupe spécial conformément aux articles 4:7 et 6 du Mémoire d'accord, à l'article XXIII du GATT de 1994 et à l'article 14 de l'Accord sur les sauvegardes au sujet des mesures des États-Unis indiquées ci-dessus qui affectent les exportations d'acier et d'aluminium de la Fédération de Russie vers les États-Unis.

I. MESURES CONCERNANT LES PRODUITS EN ACIER

Le 23 mars 2018, les États-Unis ont établi des droits d'importation additionnels de 25% *ad valorem* sur l'acier et les produits en acier importés de tous les pays, y compris la Fédération de Russie, à l'exception du Canada, du Mexique, de l'Australie, de l'Argentine, de la Corée, du Brésil et de l'Union européenne, définis selon les positions à six chiffres suivantes du tarif douanier harmonisé (HTS) des États-Unis: 7206.10 à 7216.50, 7216.99 à 7301.10, 7302.10, 7302.40 à 7302.90 et 7304.10 à 7306.90, y compris toutes révisions ultérieures de ces classifications du HTS.¹

¹ Proclamation présidentielle n° 9705 du 8 mars 2018, Federal Register, volume 83, n° 51, pages 11625 à 11630, 15 mars 2018.

Le 1^{er} juin 2018, les États-Unis ont également établi des droits d'importation additionnels de 25% *ad valorem* sur l'acier et les produits en acier importés du Canada, du Mexique et de l'Union européenne.² L'Australie, l'Argentine, le Brésil et la Corée demeurent ainsi exemptés de ces droits.

Le 1^{er} mai 2018, en vertu d'un accord, les États-Unis ont établi pour la Corée des contingents limitant la quantité d'acier et de produits en acier importés, en poids, par année civile à compter de 2018.³ Le 1^{er} juin 2018, en vertu d'accords, ils ont également établi pour l'Argentine et le Brésil des contingents limitant la quantité d'acier et de produits en acier importés, en poids, par année civile à compter de 2018.⁴

La Proclamation présidentielle n° 9705 dispose que, outre l'élimination ou la modification de la restriction à l'importation visant les produits en acier en provenance de pays qui ont consenti à un "moyen de remplacement satisfaisant", le Président des États-Unis peut procéder à tous ajustements correspondants du droit de douane qui s'applique aux autres pays.

Les États-Unis ont aussi établi un processus d'exclusion pour les utilisateurs de produits en acier aux États-Unis. Conformément à la Proclamation présidentielle n° 9705, le Secrétaire au commerce est habilité à exonérer des droits d'importation additionnels susmentionnés tout produit en acier dont il est déterminé qu'il n'est pas produit aux États-Unis en quantité suffisante et raisonnablement disponible ou à un niveau de qualité satisfaisant, et il est aussi habilité à accorder une telle exonération sur la base de considérations de sécurité nationale spécifiques. Une telle exonération ne sera accordée pour un produit en acier qu'après qu'une demande d'exclusion aura été présentée par une partie directement affectée située aux États-Unis. En outre, en vertu de la Proclamation présidentielle n° 9777, dans certaines circonstances définies, le Secrétaire au commerce est également habilité à exonérer de restrictions quantitatives les importations de produits en acier. Le processus d'exclusion est régi par la règle finale provisoire établie par le Département du commerce des États-Unis le 19 mars 2018, révisée par la règle finale provisoire établie le 11 septembre 2018.

Les mesures en cause sont des ajustements à l'importation visant les produits en acier susmentionnés et prenant la forme de droits d'importation additionnels, d'exemptions, de contingents et d'exclusions appliqués aux produits de certains Membres de l'OMC. Ces mesures sont adoptées, mises en œuvre et attestées par les documents ci-après, pris séparément ou combinés de quelque façon que ce soit:

- Proclamation présidentielle n° 9705 du 8 mars 2018, Ajustement des importations d'acier aux États-Unis (y compris l'annexe visant à modifier le chapitre 99 du tarif douanier harmonisé des États-Unis)⁵;
- Proclamation présidentielle n° 9711 du 22 mars 2018, Ajustement des importations d'acier aux États-Unis, modifiant la Proclamation n° 9705 du 8 mars 2018⁶;
- Proclamation présidentielle n° 9740 du 30 avril 2018, Ajustement des importations d'acier aux États-Unis (y compris l'annexe visant à modifier certaines dispositions du chapitre 99 du tarif douanier harmonisé des États-Unis), modifiant la Proclamation n° 9705 du 8 mars 2018, modifiée par la Proclamation n° 9711 du 22 mars 2018⁷;
- Proclamation présidentielle n° 9759 du 31 mai 2018, Ajustement des importations d'acier aux États-Unis (y compris l'annexe), modifiant la Proclamation n° 9705 du 8 mars 2018, modifiée par la Proclamation n° 9711 du 22 mars 2018 et la Proclamation n° 9740 du 30 avril 2018⁸;

² Proclamation présidentielle n° 9740 du 30 avril 2018, Federal Register, volume 83, n° 88, pages 20683 à 20705, 7 mai 2018.

³ *Ibid.*

⁴ Proclamation présidentielle n° 9759 du 31 mai 2018, Federal Register, volume 83, n° 108, pages 25857 à 25877, 5 juin 2018.

⁵ Federal Register, volume 83, n° 51, pages 11625 à 11630, 15 mars 2018.

⁶ Federal Register, volume 83, n° 60, pages 13361 à 13365, 28 mars 2018.

⁷ Federal Register, volume 83, n° 88, pages 20683 à 20705, 7 mai 2018.

⁸ Federal Register, volume 83, n° 108, pages 25857 à 25877, 5 juin 2018.

- Proclamation présidentielle n° 9772 du 10 août 2018, Ajustement des importations d'acier aux États-Unis (y compris l'annexe visant à modifier certaines dispositions du chapitre 99 du tarif douanier harmonisé des États-Unis), modifiant la Proclamation n° 9705 du 8 mars 2018, modifiée par la Proclamation n° 9711 du 22 mars 2018, la Proclamation n° 9740 du 30 avril 2018 et la Proclamation présidentielle n° 9759 du 31 mai 2018⁹;
- Proclamation présidentielle n° 9777 du 29 août 2018, Ajustement des importations d'acier aux États-Unis (y compris l'annexe visant à modifier certaines dispositions du chapitre 99 du tarif douanier harmonisé des États-Unis), modifiant la Proclamation n° 9705 du 8 mars 2018, modifiée par la Proclamation n° 9711 du 22 mars 2018, la Proclamation n° 9740 du 30 avril 2018, la Proclamation présidentielle n° 9759 du 31 mai 2018 et la Proclamation présidentielle n° 9772 du 10 août 2018¹⁰;
- Effet des importations d'acier sur la sécurité nationale, enquête menée au titre de l'article 232 de la Loi de 1962 sur l'expansion du commerce extérieur, telle que modifiée, Département du commerce des États-Unis, Direction de l'industrie et de la sécurité, Bureau d'évaluation des technologies, 11 janvier 2018¹¹;
- Règle finale provisoire concernant les prescriptions relatives à la présentation de demandes d'exclusion du champ des mesures correctives instituées dans les proclamations présidentielles concernant l'ajustement des importations d'acier aux États-Unis et l'ajustement des importations d'aluminium aux États-Unis; et au dépôt d'objections aux demandes d'exclusion présentées concernant l'acier et l'aluminium (Département du commerce des États-Unis)¹²;
- Règle finale provisoire concernant la présentation de demandes d'exclusion et d'objections aux demandes présentées concernant l'acier et l'aluminium (Département du commerce des États-Unis)¹³;
- Article 232 de la Loi de 1962 sur l'expansion du commerce extérieur, telle que modifiée (titre 19 United States Code § 1862);
- Code of Federal Regulations, titre 15, article 705, Effet des articles importés sur la sécurité nationale.

La présente demande vise les mesures exposées dans sa section I (Mesures concernant les produits en acier), ainsi que toutes nouvelles modifications, mesures complémentaires, mesures de remplacement, prorogations, mesures liées et de mise en œuvre, mesures de reconduction ou autres mesures connexes, y compris tous ajustements des droits de douane, des exemptions, des exclusions, des contingents tarifaires ou des contingents.

II. MESURES CONCERNANT LES PRODUITS EN ALUMINIUM

Le 23 mars 2018, les États-Unis ont établi des droits d'importation additionnels de 10% *ad valorem* sur les produits en aluminium importés de tous les pays, y compris la Fédération de Russie, à l'exception du Canada, du Mexique, de l'Australie, de l'Argentine, de la Corée, du Brésil et de l'Union européenne, définis comme suit dans le tarif douanier harmonisé (HTS) des États-Unis: a) aluminium sous forme brute (HTS 7601); b) barres et profilés en aluminium (HTS 7604); c) fils en aluminium (HTS 7605); d) tôles et bandes en aluminium et feuilles et bandes minces en aluminium (produits laminés plats) (HTS 7606 et 7607); e) tubes et tuyaux en aluminium et accessoires de tuyauterie en aluminium (HTS 7608 et 7609); et f) pièces moulées et forgées en aluminium

⁹ Federal Register, volume 83, n° 158, pages 40429 à 40432, 15 août 2018

¹⁰ Federal Register, volume 83, n° 171, pages 45025 à 45030, 4 septembre 2018.

¹¹

¹² https://www.commerce.gov/sites/commerce.gov/files/the_effect_of_imports_of_steel_on_the_national_security_-_with_redactions_-_20180111.pdf.

¹³ Federal Register, volume 83, n° 53, pages 12106 à 12112, 19 mars 2018.

¹⁴ Federal Register, volume 83, n° 176, pages 46026 à 46065, 11 septembre 2018.

(HTS 7616.99.51.60 et 7616.99.51.70), y compris toutes révisions ultérieures de ces classifications du HTS.¹⁴

Le 1^{er} mai 2018, les États-Unis ont également établi des droits d'importation additionnels de 10% *ad valorem* sur ces produits en aluminium importés de Corée. L'Argentine, l'Australie, le Brésil, le Canada, le Mexique et l'Union européenne demeuraient ainsi exemptés de ces droits. Le 1^{er} juin 2018, ils ont également établi des droits d'importation additionnels de 10% *ad valorem* sur ces produits en aluminium importés du Brésil, du Canada, du Mexique et de l'Union européenne.¹⁵ L'Australie et l'Argentine demeurent ainsi exemptées de ces droits.

Le 1^{er} juin 2018, en vertu d'un accord, les États-Unis ont établi pour l'Argentine des contingents limitant la quantité de produits en aluminium importés, en poids, par année civile à compter de 2018.¹⁶

La Proclamation présidentielle n° 9704 dispose que, outre l'élimination ou la modification de la restriction à l'importation visant les produits en aluminium en provenance de pays qui ont consenti à un "moyen de remplacement satisfaisant", le Président des États-Unis peut procéder à tous ajustements correspondants du droit de douane qui s'applique aux autres pays.

Les États-Unis ont aussi établi un processus d'exclusion pour les utilisateurs de produits en aluminium aux États-Unis. Conformément à la Proclamation présidentielle n° 9704, le Secrétaire au commerce est habilité à exonérer des droits d'importation additionnels susmentionnés tout produit en aluminium dont il est déterminé qu'il n'est pas produit aux États-Unis en quantité suffisante et raisonnablement disponible ou à un niveau de qualité satisfaisant, et il est aussi habilité à accorder une telle exonération sur la base de considérations de sécurité nationale spécifiques. Une telle exonération ne sera accordée pour un produit en aluminium qu'après qu'une demande d'exclusion aura été présentée par une partie directement affectée située aux États-Unis. En outre, en vertu de la Proclamation présidentielle n° 9776, dans certaines circonstances définies, le Secrétaire au commerce est également habilité à exonérer de restrictions quantitatives les importations de produits en aluminium. Le processus d'exclusion est régi par la règle finale provisoire établie par le Département du commerce des États-Unis le 19 mars 2018, révisée par la règle finale provisoire établie le 11 septembre 2018.

Les mesures en cause sont des ajustements à l'importation visant les produits en aluminium susmentionnés et prenant la forme de droits d'importation additionnels, d'exemptions, de contingents et d'exclusions appliqués aux produits de certains Membres de l'OMC. Ces mesures sont adoptées, mises en œuvre et attestées par les documents ci-après, pris séparément ou combinés de quelque façon que ce soit:

- Proclamation présidentielle n° 9704 du 8 mars 2018, Ajustement des importations d'aluminium aux États-Unis (y compris l'annexe visant à modifier le chapitre 99 du tarif douanier harmonisé des États-Unis)¹⁷;
- Proclamation présidentielle n° 9710 du 22 mars 2018, Ajustement des importations d'aluminium aux États-Unis, modifiant la Proclamation n° 9704 du 8 mars 2018¹⁸;
- Proclamation présidentielle n° 9739 du 30 avril 2018, Ajustement des importations d'aluminium aux États-Unis (y compris l'annexe visant à modifier certaines dispositions du chapitre 99 du tarif douanier harmonisé des États-Unis), modifiant la Proclamation n° 9704 du 8 mars 2018, modifiée par la Proclamation n° 9710 du 22 mars 2018¹⁹;
- Proclamation présidentielle n° 9758 du 31 mai 2018, Ajustement des importations d'aluminium aux États-Unis (y compris l'annexe visant à modifier certaines dispositions du

¹⁴ Proclamation présidentielle n° 9704 du 8 mars 2018, Federal Register, volume 83, n° 51, pages 11619 à 11624, 15 mars 2018.

¹⁵ Proclamation présidentielle n° 9758 du 31 mai 2018, Federal Register, volume 83, n° 108, pages 25849 à 25855, 5 juin 2018.

¹⁶ *Ibid.*

¹⁷ Federal Register, volume 83, n° 51, pages 11619 à 11624, 15 mars 2018.

¹⁸ Federal Register, volume 83, n° 60, pages 13355 à 13359, 28 mars 2018.

¹⁹ Federal Register, volume 83, n° 88, pages 20677 à 20682, 7 mai 2018.

chapitre 99 du tarif douanier harmonisé des États-Unis), modifiant la Proclamation n° 9704 du 8 mars 2018, modifiée par la Proclamation n° 9710 du 22 mars 2018 et la Proclamation n° 9739 du 30 avril 2018²⁰;

- Proclamation présidentielle n° 9776 du 29 août 2018, Ajustement des importations d'aluminium aux États-Unis (y compris l'annexe visant à modifier certaines dispositions du chapitre 99 du tarif douanier harmonisé des États-Unis), modifiant la Proclamation n° 9704 du 8 mars 2018, modifiée par la Proclamation n° 9710 du 22 mars 2018, la Proclamation n° 9739 du 30 avril 2018 et la Proclamation présidentielle n° 9758 du 31 mai 2018²¹;
- Effet des importations d'aluminium sur la sécurité nationale, enquête menée au titre de l'article 232 de la Loi de 1962 sur l'expansion du commerce extérieur, telle que modifiée, Département du commerce des États-Unis, Direction de l'industrie et de la sécurité, Bureau d'évaluation des technologies, 17 janvier 2018²²;
- Règle finale provisoire concernant les prescriptions relatives à la présentation de demandes d'exclusion du champ des mesures correctives instituées dans les proclamations présidentielles concernant l'ajustement des importations d'acier aux États-Unis et l'ajustement des importations d'aluminium aux États-Unis; et au dépôt d'objections aux demandes d'exclusion présentées concernant l'acier et l'aluminium (Département du commerce des États-Unis)²³;
- Règle finale provisoire concernant la présentation de demandes d'exclusion et d'objections aux demandes présentées concernant l'acier et l'aluminium (Département du commerce des États-Unis)²⁴;
- Article 232 de la Loi de 1962 sur l'expansion du commerce extérieur, telle que modifiée (titre 19 United States Code § 1862);
- Code of Federal Regulations, titre 15, article 705, Effet des articles importés sur la sécurité nationale.

La présente demande vise les mesures exposées dans sa section II (Mesures concernant les produits en aluminium) ainsi que toutes nouvelles modifications, mesures complémentaires, mesures de remplacement, prorogations, mesures liées et de mise en œuvre, mesures de reconduction ou autres mesures connexes, y compris tous ajustements des droits de douane, des exemptions, des exclusions, des contingents tarifaires ou des contingents.

III. FONDEMENT JURIDIQUE DE LA PLAINTÉ

Il apparaît que les mesures en cause décrites dans la section I et la section II sont incompatibles avec les obligations des États-Unis au titre des dispositions suivantes des accords visés:

- l'article I:1 du GATT de 1994, parce que, en ce qui concerne les droits de douane et les impositions de toute nature perçus à l'importation ou à l'occasion de l'importation, et en ce qui concerne l'ensemble de la réglementation et des formalités afférentes aux importations, les États-Unis n'étendent pas, immédiatement et sans condition, aux produits similaires originaires du territoire de tous les autres Membres certains avantages, faveurs, privilèges ou immunités accordés par les États-Unis à des produits originaires de certains autres pays;
- l'article II:1 a) et b) du GATT de 1994, parce que, au moyen des mesures, les États-Unis n'accordent pas à la plupart des autres Membres de l'OMC, y compris la Fédération de Russie, en matière commerciale, un traitement qui n'est pas moins favorable que celui qui

²⁰ Federal Register, volume 83, n° 108, pages 25849 à 25855, 5 juin 2018.

²¹ Federal Register, volume 83, n° 171, pages 45019 à 45023, 4 septembre 2018.

²²

²³ ["http://www.commerce.gov/sites/commerce.gov/files/the_effect_of_imports_of_aluminum_on_the_national_security_-_with_redactions_-_20180117.pdf"](http://www.commerce.gov/sites/commerce.gov/files/the_effect_of_imports_of_aluminum_on_the_national_security_-_with_redactions_-_20180117.pdf).

²⁴ Federal Register, volume 83, n° 53, pages 12106 à 12112, 19 mars 2018.

²⁵ Federal Register, volume 83, n° 176, pages 46026 à 46065, 11 septembre 2018.

est prévu dans la partie appropriée de la Liste de concessions et d'engagements des États-Unis annexée au GATT de 1994. Elles n'exemptent pas les produits en cause importés de la plupart des autres Membres, y compris la Fédération de Russie, de droits de douane proprement dits et de la totalité des autres droits ou impositions de toute nature perçus à l'importation ou à l'occasion de l'importation plus élevés que ceux prévus dans la Liste de concessions et d'engagements des États-Unis annexée au GATT de 1994;

- l'article X:3 a) du GATT de 1994, parce que les États-Unis n'ont pas appliqué d'une manière uniforme, impartiale et raisonnable leurs lois, règlements, décisions judiciaires et administratives concernant les mesures en cause;
- l'article XI:1 du GATT de 1994, parce que les États-Unis ont institué des restrictions autres que des droits de douane, taxes ou autres impositions, appliquées au moyen de contingents, à l'importation de produits originaires du territoire d'autres Membres;
- l'article XIX:1 a) du GATT de 1994, parce que les États-Unis ont suspendu des concessions tarifaires sans que les produits en cause ne soient importés sur le territoire des États-Unis en quantités tellement accrues et à des conditions telles qu'ils causent ou menacent de causer un dommage grave aux producteurs nationaux, aux États-Unis, de produits similaires ou de produits directement concurrents, par suite de l'évolution imprévue des circonstances et par l'effet des engagements assumés au titre du GATT de 1994;
- l'article XIX:2 du GATT de 1994, parce que les États-Unis n'ont pas avisé l'OMC par écrit et le plus longtemps possible à l'avance, et n'ont pas fourni à l'OMC et aux Membres de l'OMC ayant un intérêt substantiel en tant qu'exportateurs des produits en question, l'occasion d'examiner avec eux les mesures qu'ils se proposaient de prendre;
- l'article 2:1 de l'Accord sur les sauvegardes, parce que les États-Unis appliquent des mesures de sauvegarde aux produits en question sans avoir d'abord déterminé, conformément aux dispositions suivantes de l'Accord sur les sauvegardes, que ces produits sont importés sur leur territoire en quantités tellement accrues, dans l'absolu ou par rapport à la production nationale, et à des conditions telles qu'ils causent ou menacent de causer un dommage grave à la branche de production nationale de produits similaires ou directement concurrents;
- l'article 2:2 de l'Accord sur les sauvegardes, parce que les États-Unis n'appliquent pas les mesures de sauvegardes aux produits importés indépendamment de leur provenance;
- l'article 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, parce que les États-Unis appliquent des mesures de sauvegarde aux produits en question sans avoir d'abord dûment mené une enquête et publié un rapport exposant les constatations et les conclusions motivées auxquelles ils sont arrivés sur tous les points de fait et de droit pertinents;
- l'article 4:1 de l'Accord sur les sauvegardes, parce que les États-Unis n'ont pas dûment déterminé l'existence d'un dommage grave ou d'une menace de dommage grave pour une branche de production nationale;
- l'article 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes, parce que les États-Unis n'ont pas dûment évalué tous les facteurs pertinents influant sur la situation de la branche de production nationale; n'ont pas démontré l'existence d'un lien de causalité entre l'accroissement des importations et le dommage grave ou la menace de dommage grave, y compris en n'imputant pas le dommage causé par des facteurs autres que l'accroissement des importations; et n'ont pas publié d'analyse détaillée et de justification de leurs conclusions;
- l'article 5:1 de l'Accord sur les sauvegardes, parce que les États-Unis appliquent des mesures de sauvegarde au-delà de la mesure nécessaire pour prévenir ou réparer un dommage grave et faciliter l'ajustement;
- l'article 7 de l'Accord sur les sauvegardes, parce que les États-Unis appliquent des mesures de sauvegarde sans prévoir qu'elles ne seront appliquées que pendant la période nécessaire pour prévenir ou réparer un dommage grave et faciliter l'ajustement, sans

limiter cette période à quatre ans, et sans prévoir une libéralisation progressive à intervalles réguliers;

- l'article 8:1 de l'Accord sur les sauvegardes, parce que les États-Unis ne se sont pas efforcés de maintenir un niveau de concessions et d'autres obligations substantiellement équivalent à celui qui existe en vertu du GATT de 1994 entre eux et les Membres exportateurs;
- l'article 11:1 a) de l'Accord sur les sauvegardes, parce que les États-Unis ont pris des mesures d'urgence concernant l'importation de produits particuliers, telles qu'elles sont définies à l'article XIX du GATT de 1994, sans que de telles mesures ne soient conformes aux dispositions de cet article appliquées conformément aux dispositions de l'Accord sur les sauvegardes;
- l'article 11:1 b) de l'Accord sur les sauvegardes, parce que les États-Unis, en appliquant les mesures en cause, ont cherché à prendre, ont pris ou ont maintenu des mesures d'autolimitation des exportations, des arrangement de commercialisation ordonnée ou toute autre mesure similaire à l'exportation ou à l'importation;
- l'article 12:1, 12:2 et 12:3 de l'Accord sur les sauvegardes parce que les États-Unis ne se sont conformés à aucune des obligations de notification et de consultation énoncées dans ces dispositions; et
- les articles I:1, II:1 a) et b), X:3 a) et XI:1 du GATT de 1994, par suite de chacune des incompatibilités susmentionnées avec les dispositions de l'article XIX du GATT de 1994 et de l'Accord sur les sauvegardes.

Il apparaît que les mesures des États-Unis décrites plus haut annulent ou compromettent les avantages résultant pour la Fédération de Russie directement ou indirectement des accords cités.

Par conséquent, la Fédération de Russie demande, conformément aux articles 4:7 et 6 du Mémoire d'accord, à l'article XXIII du GATT de 1994 et à l'article 14 de l'Accord sur les sauvegardes, que l'Organe de règlement des différends ("ORD") établisse un groupe spécial, doté du mandat type énoncé à l'article 7:1 du Mémoire d'accord, pour qu'il examine la question.

La Fédération de Russie sollicite l'inscription de la présente demande à l'ordre du jour de la réunion de l'ORD qui aura lieu le 29 octobre 2018.
